

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sortir de l'Otan, quelle Onu, et... quel monde ?

# **A quoi ça sert l'Otan aujourd'hui ?**

- International -

Date de mise en ligne : lundi 24 mars 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Il est plus que temps de poser la question. Lorsque Jacques Chirac annonce que quoiqu'il arrive, il laissera survoler le territoire aérien français aux avions US afin qu'ils puissent bombarder tranquillement l'Irak, on s'interroge. Quel est ce monde où des alliances nouées aboutissent à des guerres contre lesquelles on dresse un « veto », et... auxquelles on est associé en pratique ? Contre qui est tournée l'Alliance atlantique aujourd'hui ? Quelle indépendance a l'Onu ?**

Il est plus que temps de poser la question. Lorsque Jacques Chirac annonce que quoiqu'il arrive, il laissera survoler le territoire aérien français aux avions US afin qu'ils puissent bombarder tranquillement l'Irak, on s'interroge. Quel est ce monde où des alliances nouées aboutissent à des guerres contre lesquelles on dresse un « veto », et... auxquelles on est associé en pratique ? Contre qui est tournée l'Alliance atlantique aujourd'hui ? Quelle indépendance a l'Onu ?

D'autant qu'à travers cette guerre, le monde se réorganise en profondeur. Où voit-on qu'il y ait menace qui oblige à maintenir une alliance contractée dans un monde dual, au sortir de la deuxième guerre mondiale ? La « menace » serait-elle une « guerre de religion », un « choc de civilisation » comme l'américain du nord, Hutchinson, le prétend ?

Le fondamentaliste chrétien Bush contre les fondamentalistes islamiques, et tous les « alliés » sont sommés de se ranger dans un camp, « qui n'est pas avec moi est contre moi ? ».

D'aventure en aventure contre les puissances du mal, serons-nous entraînés à faire régner la police de l'hyper puissance partout ou elle nous entraînera, fantasmes et avions fantômes à l'appui ? La question doit être posée gravement, car c'est probablement le destin du XXI<sup>e</sup> siècle qui s'ouvre sur cette interrogation.

D'étape en étape, si un pays peut, à la fois menacer l'Onu, exercer tous les chantages et tous les mensonges, puis fouler aux pieds l'organisation internationale parce que celle-ci ne s'incline pas, il n'y a plus de droit international qui tienne. L'Otan ne serait donc qu'un appendice instrumentalisé en dépit de tout droit, voire contre le droit ?

Les Etats-Unis qui, toute leur histoire, depuis l'esclavage, depuis le génocide des Indiens, depuis l'écrasement des mouvements sociaux, depuis les guerres de conquête du Mexique, puis de Cuba contre l'Espagne, puis des Philippines, n'ont cessé d'avoir des visées expansionnistes, peuvent, lorsqu'ils ont une administration d'extrême droite de type Bush provoquer des catastrophes en série : demain ne viseront-ils pas l'Iran, la Corée ? Tout cela n'aboutira t-il pas à des secousses au Pakistan, dans toute l'Eurasie ? Et des puissances comme la Russie et la Chine ne se sentiront-ils pas menacées à un stade ou un autre ?

## Du rôle de l'Onu :

Il est vrai que l'Onu a déjà couvert des guerres injustes, ou couvert des violations de ses résolutions dans certains cas, alors qu'elle s'employait à les imposer férocement dans d'autres ? Depuis Suez jusqu'au Kosovo, depuis l'Algérie jusqu'au Vietnam, depuis la Palestine jusqu'à la première guerre du Golfe, l'Onu a été fréquemment instrumentalisée, les USA notamment décidant, tantôt de se cacher derrière elle, tantôt de la fouler aux pieds allégrement.

Mais pour autant, ne faut-il pas une organisation internationale et un droit international ? Même avec des défauts n'est-ce pas préférable et opposable à une politique unilatérale et ouvertement impérialiste d'une seule hyper

puissance ?

La question vaut d'être posée au moment où seule l'Organisation mondiale du commerce apparemment dispose du pouvoir nécessaire à imposer ses décisions, sanctions commerciales à l'appui (et encore lorsque Bush décide une mesure protectionniste, aucune décision de l'Omc ne l'arrête...). Elle est posée aussi quand Bush refuse de signer le protocole de Kyoto. Et encore lorsque les Etats-Unis refusent de participer au Tribunal Pénal international : auraient-ils peur qu'un jour Bush, ou Kissinger y soit jugés comme un vulgaire Milosevic ?

Réclamer du droit et de l'organisation internationale, contre une absence de règle et l'arbitraire du plus fort, est en soit une démarche altermondialisatrice. Encore faut-il que ces règles de droit respecte des principes : l'égalité scrupuleuse des droits des peuples et des nations. Et non pas « l'ingérence » tant « à la mode » qui permet au puissant d'intervenir là où il veut quand il veut, en se parant des oripeaux de la démocratie pour mieux servir ses intérêts les plus immédiats : lutter contre le terrorisme pour mieux contrôler le pétrole par exemple ou « protéger ses ressortissants » pour mieux poursuivre une politique néo-coloniale, en Afrique, pour prendre un autre exemple.

Il faut donc une véritable Onu, avec des statuts modifiés, définis par une Assemblée constituante mondiale chargée de définir les principes constitutionnels de base réglementant les rapports entre petites et grandes nations.

## Une nouvelle architecture des organisations internationales :

Plutôt que des alliances issues de périodes périmées, le nouveau désordre mondial appelle une sorte de Conférence des peuples qui mettent en place une véritable Organisation internationale du travail, une véritable Organisation mondiale de la santé, une véritable Organisation mondiale de l'environnement. Ces organisations devraient avoir des moyens réels de faire respecter leurs décisions, autant que l'Omc aujourd'hui : il devrait y avoir une hiérarchie entre elles, le droit du travail, la santé, l'environnement l'emportant sur les décisions de l'Omc. L'Onu, dans ce cas, ne devrait pas seulement faire respecter « l'ordre du monde », mais assurer la sécurité économique et sociale. L'Omc laisserait place à un Conseil international de la sécurité économique, les échanges n'étant plus soumis à la loi du plus fort mais à des règles de droit tenant compte des besoins des humains.

Ceci n'est pas utopique : à l'heure où le monde se bouleverse, où toutes les institutions flottent et sont contestées, il n'y a pas qu'en Europe que le besoin de Constitution se fait sentir. La domination de l'hyper puissance US, on le voit, c'est le désordre. L'établissement d'un ordre nouveau, par définition, demande de grands projets, de grandes visions. Imaginer de sortir des vieilles alliances périmées, des règles militaires et commerciales de la « guerre froide » ; demande une sorte de grand « conseil du monde, » une « Assemblée mondiale délibératrice » chargée de travailler à la cohésion plus qu'à la guerre, au droit plus qu'à la force...

Le XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas condamné à être « américain » ni voué à une troisième guerre mondiale nucléaire. Encore faut-il que « les humains de bonne volonté » et on les trouvera du côté des travailleurs, de « ceux d'en bas » qui souffrent le plus du système, pas du côté de ceux qui en profitent éhontément, se donnent la main dans cette ambition internationaliste...

**Matti Altonen**